



Commune de NONANCOURT
EURE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MARCHÉS PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES C.C.A.P.

**Pouvoir adjudicateur : Commune de Nonancourt
31, rue Hippolyte LOZIER – 27320 NONANCOURT**

OBJET DE LA CONSULTATION

**Fourniture, mise en œuvre et maintenance
d'un système de vidéo protection urbaine.**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

**Appel d'offres ouvert en application des articles 66, 67 et 68 du décret n° 2016/360 du 25 mars 2016
relatif aux marchés publics pris pour application de l'ordonnance n° 2015/589 du 23 juillet 2015.**

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DIPOSITIONS GÉNÉRALES - INTERVENANTS	4
1.1 – TRANCHES ET LOTS.	4
1.2 – FORME DE MARCHÉ – NOTIFICATION DES PIÈCES ET DOCUMENTS DU MARCHÉ.	4
1.3 – DURÉE DU MARCHÉ.	4
1.4 – COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION SANTÉ.	4
1.5 – CONTRÔLE TECHNIQUE.	4
ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
2-1 – PIÈCES PARTICULIÈRES.	4
2-2 – PIÈCES GÉNÉRALES.	5
ARTICLE 3 – PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES PRESTATIONS.	5
3.1 – RÉPARTITION DES PAIEMENTS.....	5
3.2 TRANCHES OPTIONNELLES.	5
3.3 RÉPARTITION DES DÉPENSES COMMUNES DE CHANTIER.	5
3.4 CONTENU DES PRIX – MODE D'ÉVALUATION DES PRESTATIONS ET DE RÈGLEMENT DES COMPTES.	5
3.4.1 – Modalités d'établissement des prix.	5
3.4.2 – Caractéristiques des prix pratiqués.	6
3.4.3 – Modalités de règlement des comptes.....	6
3.4.4 – Délai global de paiement.....	7
3.4.5 – Livraison.	7
3.5 VARIATION DANS LES PRIX.	7
3.5.1 – Type de variation des prix.	7
3.5.2 – Choix de l'index de référence.	7
3.5.3 – Modalité d'actualisation des prix.....	7
3.5.4 – Application de la taxe à la valeur ajoutée.	7
3.6 PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS.	8
3.6.1 – Désignation des sous-traitants en cours de marché.	8
3.6.2 – Modalités de paiement direct.	8
3.6.3 – Monnaie de compte du marché.	8
ARTICLE 4 – DÉLAIS D'EXÉCUTION.	9
4.1 DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.	9
4.1.1 – Calendrier prévisionnel.	9
4.1.2 – Calendrier détaillé d'exécution.	9
4.2 PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION.	9
4.3 PÉNALITÉS.....	9
4.3.1 – Pénalités de retard.	9
4.3.2 – Pénalités pour absence aux réunions.	9
4.3.3 – Pénalités diverses.	9
4.3.4 – Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance.	10
4.4 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX.	10
ARTICLE 5 – CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ.	10
5.1 – RETENUE DE GARANTIE	10
5.2 - AVANCE	10
ARTICLE 6 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	11
ARTICLE 7 – CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.	11
ARTICLE 8 – GARANTIE DES PRESTATIONS.	13
8.1 – GARANTIE DU DISPOSITIF.....	13
8.2 – GARANTIE RELATIVE À LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE OU COMMERCIALE	13

ARTICLE 9 – MAINTENANCE DES PRESTATIONS.....	13
ARTICLE 10 – ASSURANCES.	14
ARTICLE 11 – RÉSILIATION DU CONTRAT.	14
11.1 – CONDITIONS DE RÉSILIATION.	14
11.2 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.	14
ARTICLE 12 – RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.....	15
ARTICLE 13 – DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.	15

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DIPOSITIONS GÉNÉRALES - INTERVENANTS

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent des marchés ayant pour objet la fourniture, la mise en œuvre et la maintenance d'un système de vidéo protection urbaine pour la ville de Nonancourt (27).

Lieu d'exécution : Ville de Nonancourt (27).

1.1 - Tranches et lots.

Le marché se compose d'un unique lot, les prestations et fournitures étant indissociables et spécifiques.

Le marché se compose d'une unique tranche.

1.2 - Forme de marché - Notification des pièces et documents du marché.

Il s'agit d'un marché ordinaire.

Les décisions ou informations du pouvoir adjudicateur sont notifiées directement au titulaire contre récépissé.

La notification est faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social.

1.3 - Durée du marché.

La durée du marché est distincte du délai d'exécution fixé à l'acte d'engagement et se décompose de la manière suivante :

- Durée d'exécution des prestations proposée par le titulaire
- Durée du contrat de maintenance, qui sera égale à la durée de garantie minimale de 2 ans additionnée à la durée de l'extension de garantie, le cas échéant, indiquée à l'article 2 de l'Acte d'engagement.

1-4 - Coordination sécurité et protection santé.

Sans objet.

1-5 - Contrôle technique.

Sans objet.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

2-1 - Pièces particulières.

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes,
- Le contrat de maintenance,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses documents annexés,
- Le bordereau des prix unitaires (BPU),

- Le détail quantitatif estimatif (DQE),
- L'offre technique et financière du titulaire (mémoire technique, planning d'exécution, synoptique).

2-2 - Pièces générales.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.5.3 du présent cahier :

- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services,
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) en vigueur,
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009,
- Les normes françaises et les normes applicables en France en vertu d'accords internationaux,
- Le décret n° 2016-30 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics pris pour l'application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES PRESTATIONS.

3.1 - Répartition des paiements.

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé :

- Soit à l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants ;
- Soit au mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants éventuels.

Les paiements s'effectueront selon la répartition suivante :

NATURE	POURCENTAGE
MISE EN ORDRE DE MARCHE	30 %
VERIFICATION D'APTITUDE	40 %
VERIFICATION DE SERVICE REGULIER	30 %

3.2 Tranches optionnelles.

Sans objet dans le cadre de la présente opération.

3.3 Répartition des dépenses communes de chantier.

Sans objet dans le cadre de la présente opération.

3.4 Contenu des prix - mode d'évaluation des prestations et de règlement des comptes.

Sans objet dans le cadre de la présente opération.

3.4.1 - Modalités d'établissement des prix.

Conformément au CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes et assurer au titulaire une marge pour risque et bénéfice.

Les prix du marché sont hors T.V.A. et tiennent compte des sujétions techniques précisées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le pouvoir adjudicateur.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans ses prix unitaires ou forfaitaires, toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de réalisation des prestations, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de ses prix unitaires ou forfaitaires.

3.4.2 - Caractéristiques des prix pratiqués.

La maintenance fait l'objet d'un prix global et forfaitaire.

Les prestations de la partie fourniture et installation du dispositif de vidéo protection et du réseau d'interconnexion seront réglées par application des prix unitaires du BPU selon les stipulations de l'acte d'engagement.

3.4.3 - Modalités de règlement des comptes.

Le calcul des acomptes ou factures sera validé par le service comptabilité du pouvoir adjudicateur.

Les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS seront respectées.

Fourniture et pose du dispositif de vidéo protection

a) Décomptes et acomptes provisoires

A la fin de chaque mois, le titulaire remet au représentant du pouvoir adjudicateur une facture faisant ressortir les quantités des prestations réalisées lors de ce mois. Il joint également à part un récapitulatif des factures émises depuis le début du marché.

Il y sera joint éventuellement toutes indications nécessaires touchant aux pénalités et primes.

Le titulaire se doit de fournir les fiches administratives et financières relatives, le cas échéant :

- Au calcul du remboursement de l'avance éventuellement prévue ;
- À la justification des intérêts moratoires ;
- À l'application des pénalités pour retard dans l'exécution des prestations.

La facture, établie par le titulaire, est acceptée ou rectifiée par le représentant du pouvoir adjudicateur, qui en retourne le cas échéant les éléments au titulaire.

b) Solde

A la fin des prestations, le titulaire adresse une facture de solde ainsi qu'un récapitulatif indiquant les quantités totales des fournitures livrées et de prestations exécutées, ainsi que toutes précisions nécessaires touchant aux pénalités et primes.

Maintenance

La maintenance fera l'objet de paiement partiel définitif à l'issue de la phase d'admission globale de la prestation de mise en œuvre.

3.4.4 – Délai global de paiement.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 € TTC. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

3.4.5 – Livraison.

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS.

3.5 Variation dans les prix.

3.5.1 – Type de variation des prix.

Les prix sont fermes et actualisables.

3.5.2 – Choix de l'index de référence.

Les **index de référence I-1 et I-2** choisis en raison de leur structure pour l'actualisation des prix des fournitures et services faisant l'objet du marché sont :

- ☐ I-1 = ICHT-M : Coût horaire du travail dans les activités spécialisées, scientifiques, techniques
- ☐ I-2 = SHO-CI : Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques

3.5.3 – Modalité d'actualisation des prix

La date d'établissement des prix : m_0 est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat.

Les prix sont fermes actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule suivante :

$$C_n = (70\% I-1 + 30\% I-2) (d-3) / (70\% I-1_0 + 30\% I-2_0)$$

Selon les dispositions suivantes :

C_n : coefficient d'actualisation

I_0 : valeur de l'index de référence au mois zéro

d : mois de début d'exécution des prestations

$I(d-3)$: valeur de l'index de référence au mois « d » diminué de 3 mois (sous réserve que le mois « d » du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté de 3).

Les index de référence I-1 et I-2 sont publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au ministère de l'Écologie du Développement durable, des Transports et du Logement.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, l'actualisation définitive, sur la base des valeurs finales de référence, interviendra au plus tard trois mois après la publication de ces valeurs.

3.5.4 – Application de la taxe à la valeur ajoutée.

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de T.V.A en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du solde en appliquant les taux de T.V.A en vigueur lors des encaissements.

3.6 Paiement des co-traitants et des sous-traitants.

3.6.1 - Désignation des sous-traitants en cours de marché.

La désignation d'un sous-traitant en cours de marché est constatée par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

La notification portant acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de son paiement précise qu'il doit adresser ses demandes de paiement au titulaire du marché ainsi qu'au pouvoir adjudicateur.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial :

- Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles 45, 47, 48, 49, 50 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relatives aux marchés publics et de l'article 51 du décret n° 2016-30 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Il est rappelé que la sous-traitance est interdite pour la partie fourniture de ce marché.

3.6.2 - Modalités de paiement direct.

3.6.2.1 - Co-traitants.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant solidaire, acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de paiement prévues dans le marché.

3.6.2.2 - Sous-traitants.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné. Cette somme inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

3.6.3 - Monnaie de compte du marché.

La monnaie de compte du marché est l'Euro.

ARTICLE 4 - DÉLAIS D'EXÉCUTION.

4.1 Délais d'exécution des prestations.

4.1.1 - Calendrier prévisionnel.

Le délai d'exécution est fixé à l'acte d'engagement.

4.1.2 - Calendrier détaillé d'exécution.

Le calendrier détaillé d'exécution est établi par l'entreprise, qui est soumis à l'approbation de la personne représentant le pouvoir adjudicateur.

Le délai d'exécution commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire de commencer l'exécution des prestations lui incombant.

En cours de marché et avec l'accord de l'entrepreneur, le représentant du pouvoir adjudicateur peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution fixé à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Le calendrier initial mentionné ci-dessus, éventuellement modifié, est notifié par ordre de service à l'entrepreneur.

4.2 Prolongation des délais d'exécution.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

4.3 Pénalités.

4.3.1 - Pénalités de retard.

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 750 euros TTC, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS.

4.3.2 - Pénalités pour absence aux réunions.

Si le titulaire ou son représentant ne se rend pas dans les locaux du Pouvoir Adjudicateur ou sur les lieux des prestations toutes les fois qu'il en est requis, il subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 100 euros TTC, pour toute absence constatée.

4.3.3 - Pénalités diverses.

En cas de non-respect des obligations prévues au marché, le titulaire reçoit un avertissement du Pouvoir Adjudicateur lui indiquant les points précis de l'infraction et le délai pour y remédier.

Tout dépassement de ce délai donne lieu à l'application immédiate d'une pénalité fixée à 80 euros TTC, pour chaque constat de l'un des événements ci-après :

- Par jour de retard dans l'installation du chantier ou de la livraison des fournitures ;
- Pour chaque nuisance ou bruit excessif au-delà de la limite prescrite ;
- Pour chaque infraction aux prescriptions de chantier constatée ;
- Par jour de retard dans la remise ou la diffusion de documents avant, pendant et après l'exécution ;
- Par jour de retard dans la fourniture des renseignements demandés, tels que :

- Délais d'approvisionnement ;
- Début d'intervention sur le chantier ;
- Délais d'exécution proposés ;
- Effectif échelonné dans le temps ;
- Repliement des installations de chantier.

4.3.4 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance.

Pour toute interruption de fonctionnement ou d'indisponibilité totale ou partielle des équipements considérés comme essentiels, non remis en état dans les délais prévus par le titulaire dans son contrat de maintenance, un constat sera établi sur place et signé par les parties.

Le titulaire sera tenu d'y remédier dans un délai de 48 heures, les pénalités prévues ci-dessous continuant à courir. Au-delà de ce délai, le pouvoir adjudicateur pourra prendre, aux frais du titulaire, les mesures nécessaires par d'autres moyens afin d'obtenir le fonctionnement normal des équipements et du système en général.

Retard par rapport aux délais d'intervention : pénalité pour chaque infraction de 200 euros TTC par tranche de deux heures de retard supplémentaires entamées.

Délais de remise en service : pénalité pour chaque infraction de 300 euros TTC par tranche de quatre heures de retard supplémentaires entamées.

Non exécution des vérifications annuelles de maintenance préventive : 150 € TTC par équipement concerné.

4.4 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.

Ensemble à la charge du prestataire et inclus dans ses prix unitaires.

ARTICLE 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETÉ.

5.1 - Retenue de garantie

Sans objet

5.2 - Avance

Une avance est accordée en une seule fois au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial TTC du marché si leur durée est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant minimum du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant minimum, toutes taxes comprises.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de

l'avance.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.

ARTICLE 6 - CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 7 - CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées au moment même de l'achèvement des prestations du marché.

Les opérations de vérifications qualitatives comprennent deux étapes : la vérification d'aptitude et la vérification de service régulier.

- La vérification d'aptitude (VA) intervient après la mise en ordre du marché. Elle a pour objet de constater que les prestations et travaux, livrés ou exécutés, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers du marché.
- La vérification de service régulier (VSR) a pour objet de constater que les prestations et travaux fournis sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers du marché.

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 24.2 et 25 du C.C.A.G.-F.C.S.

Vérification d'aptitude au bon fonctionnement

La VA aura lieu en présence du titulaire et du représentant du maître d'ouvrage. Le titulaire aura réalisé, au préalable, tous les tests sur la bonne marche opérationnelle du système. Il fournira la liste des éventuels problèmes constatés au maître d'ouvrage ainsi que le plan d'implantation des équipements, les tests proposés, la nomenclature et la documentation de l'ensemble des équipements et logiciels.

Le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est d'un mois à partir de la date de notification de l'écrit par lequel le titulaire avise le pouvoir adjudicateur que les prestations sont prêtes à être vérifiées ou, à défaut, de la date de notification par le titulaire du procès-verbal de mise en ordre de marche au pouvoir adjudicateur.

Si le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prend une décision d'ajournement ou de rejet, selon les modalités fixées à l'article 25 du C.C.A.G.-F.C.S.

En cas d'ajournement, une nouvelle mise en ordre de marche peut être exécutée à la demande du pouvoir adjudicateur.

Vérification de service régulier

La bonne exécution de la VA entraîne la mise à disposition du système pour ses utilisateurs et déclenche l'exécution d'une période de service régulier (VSR) de deux mois. Cette période a pour objet de valider le bon fonctionnement des matériels et du système dans sa globalité dans des conditions normales d'exploitation. Pendant cette période, le titulaire doit assurer la présence de personnel qualifié et des moyens nécessaires à la surveillance et à la conduite des installations.

La Réception :

Lorsque la VSR est positive et que la documentation a été mise à jour par le titulaire, celui-ci avise le Maître d'ouvrage de la possibilité de présenter le système pour la réception.

A la suite de nouveaux essais, la réception est prononcée si :

- Les essais ont été effectués avec succès,
- La documentation définitive, écrite en français, a été remise par le titulaire et approuvée par le maître d'ouvrage,
- Le transfert de compétence a été approuvé.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai maximal de sept jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, le pouvoir adjudicateur prend une décision de réception des prestations.

La réception peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par le pouvoir adjudicateur.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, le pouvoir adjudicateur prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, soit :

- D'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale d'un mois ;
- De réception avec refaction ;
- De rejet.

Si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans le délai de sept jours mentionné ci-dessus, le résultat de la vérification de service régulier est considéré comme positif et les prestations sont réputées reçues.

Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E) :

L'ensemble de la documentation, **livré en français**, fait partie intégrante de la prestation et comprend la fourniture de :

- Schéma de principe général,
- Plans et schémas d'exécution, certifiés conformes à la réalisation,
- Notices descriptives de chacun des appareils/équipements installés,
- Notices d'exploitation et de fonctionnement,
- Garanties des fabricants attachées à ces équipements,
- Notices de maintenance,
- Cahier de fiches d'autocontrôle et procès-verbaux d'essais,
- Plans de récolement réseau.

Le D.O.E sera remis au maître d'ouvrage en un exemplaire lors du déclenchement de la période de service régulier (VSR) et remis de façon définitive le jour de la réception après intégration des remarques formulées par le maître d'ouvrage :

- En 1 exemplaire, sous classeur,
- En un original pour chaque plan : selon support choisi par le maître d'ouvrage.
- Sur support informatique au format PDF, ou autre format demandé par le maître d'ouvrage au titulaire.

Transfert de propriété :

Le transfert de propriété des matériels installés entre le titulaire et le Maître d'ouvrage interviendra dès notification favorable de l'admission, sans réserve, de l'ensemble du dispositif. Jusqu'à cette date, le titulaire reste responsable de ses matériels et des éventuels dégâts qu'il pourrait causer et doit impérativement prendre toutes les précautions nécessaires (assurance contre le vol...).

ARTICLE 8 - GARANTIE DES PRESTATIONS.

8.1 - Garantie du dispositif

L'ensemble des matériels et logiciels du système de vidéoprotection sera garanti au minimum deux (2) ans par le titulaire (pièces, main d'œuvre et déplacements) et éventuellement conjointement avec les constructeurs des équipements proposés, par dérogation à l'article 28 du CCAG FCS.

Cette garantie devra s'appliquer à tous les équipements mis en place et travaux sans exception.

Pendant cette période, la maintenance corrective (hors actes de malveillance et usure normale) et l'assistance téléphonique seront assurées gratuitement par le fournisseur.

Durant toute la durée de cette garantie, le titulaire restera responsable des malfaçons, des défauts de fonctionnement des appareils, des conséquences qui pourraient en découler et devra maintenir à ses frais tous les équipements en état de fonctionnement quelle que soit la cause du dysfonctionnement ou de l'arrêt du système.

De plus, si une intervention entraîne le remplacement d'un système individuel de caméra/dôme, la période de garantie sera prolongée d'une durée équivalente pour le dispositif remplacé.

Les éventuels constats d'achèvement partiel ne font pas courir le délai de garantie qui ne court qu'à compter de la date d'effet de l'admission définitive du dispositif, sans restriction ni réserve. Le titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du maître d'ouvrage.

8.2 - Garantie relative à la propriété industrielle ou commerciale

Le titulaire garantit le maître d'ouvrage contre les revendications des tiers concernant les brevets, licences, dessins et modèles, marques de fabrique ou de commerce employés pour l'exécution du marché.

Il appartient au titulaire d'obtenir, à ses frais, les cessions, les licences ou les autorisations nécessaires. Le maître d'ouvrage a le droit, ultérieurement, de procéder ou de faire procéder, par qui bon lui semble, à toutes les réparations nécessaires.

ARTICLE 9 - MAINTENANCE DES PRESTATIONS.

Du fait de leur nature, les prestations du marché nécessitent de la maintenance.

A cet effet, il est demandé aux candidats d'établir une proposition de contrat de maintenance détaillée.

Ce contrat entrera en vigueur à l'issue de la mise en service du système complet de vidéoprotection et après vérification de service régulier et de l'admission définitive, sans restriction ni réserve du dispositif, et s'achèvera lorsque le délai de garantie arrivera à échéance.

Il est distingué deux types de maintenance : préventive et curative.

La maintenance préventive sera réglée par un prix global forfaitaire annuel, qui sera divisé par deux, pour le paiement à la prestation. Les caractéristiques de cette maintenance sont décrites à l'article 7 du CCTP.

La maintenance curative sera prise en charge par le titulaire au titre de la garantie.

La maintenance curative qui concernera uniquement les actes de malveillance, la mauvaise utilisation du système par l'exploitant ou l'usure normale fera l'objet d'un devis séparé, soumis pour acceptation au maître d'ouvrage. Les caractéristiques de cette maintenance sont décrites à l'article 7 du CCTP.

Le titulaire se doit d'intervenir dans un délai minimal de 48 H, si un déplacement sur site est nécessaire. En cas de prise en main et de résolution du problème à distance, celle-ci devra intervenir sous 4 H. Un rapport de visite complet de remise en état sera fourni au maître de l'ouvrage après intervention.

Tout problème devra être réglé sous 48 H après le début de l'intervention. A défaut les pénalités prévues à l'article 4.3.4 s'appliqueront.

ARTICLE 10 - ASSURANCES.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, au moment de la remise de l'offre, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

ARTICLE 11 - RÉSILIATION DU CONTRAT.

11.1 - Conditions de résiliation.

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché selon les dispositions de l'article 49 de l'ordonnance n° 2015-899 et ce aux torts du co-contractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles 48 et 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 ou lorsqu'il est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles 45, 46 et 48 de l'ordonnance et selon les dispositions des articles 29 à 36 du CCAG – Fournitures courantes et services.

11.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 12 - RÈGLEMENT DES LITIGES ET LANGUES.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Rouen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 13 - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.

L'article 8 déroge à l'article 28 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

L'article 4.3 déroge à l'article 14 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

L'article 10 déroge à l'article 9 du C.C.A.G. Fournitures Courantes et Services

« Lu et accepté ».
(Cachet et signature)